Extrait du CGT ARLES

https://www.cgtarles.fr/spip.php?article866

Sécurité Sociale : Un autre PLFSS pour répondre aux besoins de santé de la population !

- Actualités -

Date de mise en ligne : mercredi 5 octobre 2016

Copyright © CGT ARLES - Tous droits réservés

Une déclaration de la CGT

La satisfaction de la ministre Marisol Touraine annonçant avec euphorie la fin du déficit de la sécurité sociale va, en fait, accentuer les inégalités sociales et de santé et conduire à un renoncement aux soins et à une nouvelle détérioration des conditions de travail des salariés du secteur de la santé et du social.

Les choix opérés par le gouvernement sont majoritairement tournés vers la limitation des dépenses de santé, hormis la convention dernièrement signée avec les professionnels libéraux !

C'est donc la poursuite de la politique d'austérité.

Pour la CGT, d'autres choix s'imposent et sont possibles :

- Sortir le système de santé de l'emprise des financiers : groupes de cliniques privées, de maison de retraite, laboratoires...
- Une politique publique de la recherche et du médicament s'imposant aux grands groupes pharmaceutiques s'enrichissant sur le dos de la sécurité sociale.
- Stopper immédiatement la constitution des GHT (Groupements Hospitaliers de Territoires) qui organisent le regroupement des hôpitaux, faisant disparaître les projets médicaux répondant aux besoins de proximité de la population.
- Articuler l'offre de soins autour de l'hôpital public avec des coopérations médicales permettant le maintien des hôpitaux de proximité avec l'ensemble de leurs services (médecine, chirurgie, obstétrique, pédiatrie, SSR,...).
- Une véritable politique de santé publique avec des centres de santé publics de proximité.
- Redéfinir le rôle et la place de la médecine libérale, travailler à la constitution de réseau de santé et mettre fin aux dépassements d'honoraires.
- En finir avec le numerus clausus qui organise depuis des années la pénurie de médecins, mettre fin à la liberté d'installation et supprimer le secteur 2.
- Le virage ambulatoire ne doit pas s'inscrire dans une logique de réduction des coûts mais doit être une réponse aux besoins, avec une véritable prise en charge des patients à leur retour à domicile.
- Supprimer la taxe sur les salaires dans les établissements publics de santé (35 milliards), l'exonération de la TVA sur les investissements hospitaliers publics ...
- Revoir le mode de tarification des hôpitaux, avec la suppression de la tarification à l'activité qui met les établissements en concurrence et les oblige à s'orienter vers des activités lucratives.
- Financer la perte d'autonomie par la sécurité sociale en préservant l'universalité.
- Développer une politique de prévention solide et durable en commençant par la lutte contre le mal travail.

Oui, un grand nombre de solutions existe, cela relève de choix politiques ! Il faut un autre financement pour une politique de santé ambitieuse en réorientant les richesses créées vers la réponse aux besoins des populations.

La CGT entend bien poser le débat publiquement pour une autre politique de santé conjuguant prévention, éducation à la santé et accès aux soins pour tous.

Montreuil, le 5 octobre 2016

Copyright © CGT ARLES